

RETOUR DE TUNISIE

PAR JACK MAURICE

Tunis. La Tunisie, inquiète mais résignée, espère que la succession du président Habib Bourguiba, rendue désormais inéluctable par sa mauvaise santé, se déroulera dans le calme. Le fondateur de l'indépendance tunisienne, âgé de soixante-quatorze ans, est rentré en janvier dernier d'un séjour de quatre mois dans une clinique de Genève. C'était le dernier en date d'une longue série de voyages effectués pour se faire soigner à l'étranger, par Bourguiba dont la santé a été gravement minée par la longue bataille politique qui mit fin à la présence française en 1956, puis par les années consacrées à d'épuisantes tentatives pour créer une nouvelle forme de socialisme arabe et pour préserver l'autonomie tunisienne. La passation des pouvoirs s'effectuera probablement dans le calme au bénéfice de l'expert économique et financier Hedi Nouira, Premier ministre depuis 1970. La Constitution prévoit que Nouira assume automatiquement la présidence, dès la disparition de Bourguiba et jusqu'à ce que de nouvelles élections puissent avoir lieu.

Le système tunisien du parti unique, dans lequel seul le parti socialiste Destour peut fonctionner, rend difficile une estimation de l'opposition latente au régime. Les principaux opposants vivent à l'étranger. Mais ni Mohammed Masmoudi, qui en tant que ministre des Affaires étrangères fut responsable d'une tentative infructueuse d'union avec la Libye, ni Ben Salah, dont les efforts pour collectiviser la classe paysanne furent désavoués par Bourguiba, n'ont beaucoup d'adeptes. Même malade, Bourguiba reste l'inspirateur de son peuple, grâce à un culte de sa personnalité religieusement entretenu par la presse, la radio et la télévision tunisiennes, et le parti répète toujours avec obéissance la parole du « Combattant suprême » qu'il vénère.

La communauté juive tunisienne, qui compte aujourd'hui quatre mille membres — au lieu de cent mille au moment de l'indépendance — ne devrait pas avoir à souffrir du changement de dirigeant. La minorité qui, plutôt que de partir pour la France ou pour Israël, a préféré rester, s'est maintenant faite à sa condition. Il n'y a pas de persécution et relativement peu de discrimination. Par rapport à d'autres pays arabes, la Tunisie offre aux juifs un statut privilégié.

La première vague d'émigration eut lieu durant les années qui suivirent la fin du protectorat français. Les juifs tunisiens quittaient un pays où ils étaient installés depuis 2500 ans. Le départ eut lieu sans panique, sans atmosphère d'exode. Mais chaque fois qu'une crise éclatait entre la Tunisie et la France, où de nombreux juifs avaient des liens familiaux de longue date, ou qu'un homme politique tunisien prononçait un discours hostile à Israël, les compagnies maritimes et aériennes devaient accueillir des queues de passagers. Deux juifs sur trois quittèrent le pays entre 1956 et 1964. Mais jusqu'à la guerre des Six Jours il n'y eut pas d'antisémitisme déclaré. Un juif fut ministre de Bourguiba, un autre siégea au Parlement. De nombreux juifs étaient des membres actifs du parti néo-Destour. Mise à part une courte période durant laquelle les juifs qui avaient acheté un billet pour Israël se virent retirer leur passeport, l'émigration fut libre pour tous ceux qui avaient payé leurs impôts. La pratique du culte hébraïque ne souffre pas de restrictions, et le chef du protocole

de Bourguiba présente chaque année, pour Yom Kippour, ses respects au Grand Rabbin.

S'adressant aux juifs dans l'antique synagogue de Djerba peu avant la guerre de 1967, Bourguiba affirmait : « Notre pays est celui de tous les Tunisiens sans distinction de race ou de religion. Son but est d'aider tous ses fils tunisiens, quelle que soit leur foi. En retour il ne leur demande que de la sincérité dans leur discours et de la dévotion dans leurs actes. » Telle est toujours l'attitude officielle à l'égard des juifs tunisiens. Mais pour l'homme de la rue, les choses sont différentes : d'un côté il y a les « judi », les juifs, de l'autre les Arabes, et cette distinction se manifeste par l'hostilité, le mépris ou la complaisance, mais rarement par une neutralité indifférente. Les juifs travaillent aux côtés des Arabes dans l'administration ; mais leurs espoirs de promotion sont faibles, et ils ne sont admis ni dans l'armée, ni dans le corps diplomatique. D'autre part les étudiants juifs ont davantage de difficultés que les musulmans à obtenir une bourse.

Israël et le sionisme sont quotidiennement dénoncés par les media tunisiens. Mais c'est moins cet antagonisme officiel que les difficultés économiques auxquelles les juifs, qui sont surtout de petits commerçants, doivent faire face sous le régime socialiste tunisien, qui les incitent à partir. De fortes réductions des importations de marchandises, la dévaluation du dinar et l'austérité qui a été la caractéristique de l'économie tunisienne au cours des vingt dernières années ont hâté le départ de la majorité des juifs. Une fraction d'entre eux seulement a gagné Israël, dont la rigueur du système économique est peu faite pour les attirer. Nombreux sont ceux qui ont préféré Paris, où le boulevard Montmartre est devenu une véritable « petite Tunis » pleine de restaurants de couscous et de pâtisseries vendant ces friandises sucrées qui viennent de l'autre côté de la Méditerranée. Bourguiba a toujours rapidement réprimé les manifestations de violence antisémite. Lorsque des vandales saccagèrent et brûlèrent des magasins juifs à la veille de la guerre des Six Jours, cent quatre vingt d'entre eux furent jugés par un tribunal militaire. En 1971, rabbi Mazouz Masliah fut tué d'une balle et deux autres juifs blessés par un fanatique nommé Alaya el Garbi qui déclara, après son arrestation qu'il avait été « chargé par Dieu de tuer tous les juifs ». La réaction de Bourguiba fut rapide. L'agence de presse du gouvernement, Tunis Afrique Presse, diffusa une prise de position officielle qui condamnait le crime en déclarant : « L'attaque de Tunisiens de foi juive a scandalisé le pays tout entier. Les autorités rappellent que les Tunisiens, quelles que soient leurs croyances, ont toujours vécu ensemble dans la concorde et l'harmonie. L'antisémitisme est un sentiment inconnu en Tunisie. »

A Djerba, l'île de vacances proche de la frontière lybienne où d'après la légende Ulysse rencontra les mangeurs de lotus et fut retenu prisonnier par Calypso, les juifs que j'ai rencontrés n'ont certainement pas le sentiment d'être persécutés. Ils sont un millier environ — au lieu de quatre mille avant l'indépendance — à exercer les mêmes métiers qu'autrefois : bijoutiers, menuisiers, tailleurs. Ils font remonter leur arrivée à Djerba à la date de la fondation de leur synagogue, la « Ghriba » en l'an 600 avant notre ère, après avoir fui l'oppression de Nabuchodonosor lors de la première destruction du Temple de Jérusalem. Une

pierre sacrée tomba du ciel, dit-on, pour marquer l'emplacement de la future synagogue. Elle fut indiquée aux bâtisseurs par une mystérieuse étrangère, la « Ghriba ». La synagogue, qui fut reconstruite depuis, en 1920, lui doit son nom. Rabbi Zion Cohen attend trois jumbo jets chargés d'Américains qui viennent chaque année effectuer à Djerba un pèlerinage pour la Pâque.

Sur un mur de la synagogue, une plaque commémore la dernière visite de Bourguiba, il y a deux ans. Elle demande à Dieu de « bénir notre Président d'aider, de protéger, d'élever, de glorifier et de rendre publi-

me notre Combattant suprême ». Rabbi Cohen montre fièrement aux visiteurs une Thora sur parchemins vieille de 800 ans, enroulée sur des cylindres d'argent. Les juifs de Djerba habitent deux villages : Hara Kbirra, le « grand ghetto », et Hara Sghira, le « petit ghetto ». Il est impossible de les distinguer physiquement de leurs voisins arabes. « Lorsque le dernier juif quittera Djerba, dit Rabbi Cohen, les saints cohanim verrouilleront la porte de la Ghriba et lanceront la clef au ciel ». Mais à en juger par les bonnes relations entre juifs et arabes, la synagogue a de bonnes chances de rester ouverte longtemps. ■